

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : SAINT-DENIS

EPINAY-SUR-SEINE (93)

Espace Ciné le samedi 6 décembre 2003

Type de réunion : réunion d'école publique

Discussions sur le constat

Introduction

Présentation des animateurs, rapporteurs

Pourquoi ces débats

Rappel de la loi d'orientation de 1989

Du rapport à la commission des débats aux synthèses

Règles du débat

Numéro et titre du premier sujet traité

08 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Travailler autrement : Etre motivé c'est être intéressé, avoir son questionnement propre. Tout peut intéresser sur le moment, le maître ayant préparé, mais ce qui est emmagasiné est un savoir éphémère. Avoir un questionnement propre, c'est avoir une représentation du problème. Notions programmés ou questionnement des élèves. L'enfant n'est pas un vase à remplir. Il doit pouvoir s'exprimer librement.

Changer vraiment les méthodes : Changer l'école, changer les méthodes ? L'école n'a jamais vraiment abandonné les vieilles méthodes : 1/3 temps, éveil, cycles, ... cela a-t-il réellement été mis en place ? En 6^{ème}, on dit que 15% des élèves ne savent pas lire à cause de la méthode globale alors qu'elle n'est appliquée vraiment qu'à 5%. Quels sont les moyens mis en œuvre par la hiérarchie pour la réussite de tous ?

Méfiance et débats pipés pour changer l'école : On nous laisse répondre à 2 questions, les animateurs ne sont pas formés. Quelle est la volonté du gouvernement. Si on ne boycotte pas les débats, avançons. Mais, on affirme ici notre manque de confiance en ceux qui les proposent et les organisent, on en a eu la preuve lors des mouvements de mai et juin dernier, les retraits de salaire qui continuent, le gouvernement a gagné environ 600 millions d'euros et pas un geste sur nos salaires qui restent gelés. Oui, nous voulons changer l'école, mais pas la démolir comme cela semble être le cas.

Des problèmes d'enseignants : Nous comprenons les soucis des enseignants mais les parents ont eux aussi été privés de leur salaire pour pouvoir garder les enfants.

Parents et enseignants même combat : Mai et juin 2003 sont encore présents, c'est à vif et inévitable, mais les luttes des enseignants étaient pour tous enseignants, enfants, parents. Au quotidien, c'est une lutte pour l'amélioration de l'accueil des enfants, pour l'amélioration de l'enseignement. Parents et enseignants avons le même combat. Arrêtons la culpabilisation des uns et des autres.

Danger de la décentralisation : On ne peut pas dire que les parents n'ont pas compris les luttes des enseignants. Un des problèmes est la décentralisation : les moyens ne seront pas les mêmes pour toutes les villes, il y a danger.

Ecole malade de la société, des effectifs réduits, des conditions de travail décentes pour tous : Malgré une diversité, il n'y a pas d'opposition au mouvement du printemps dernier de la part des parents en particulier pour les retraites. On peut construire une école s'il y a mobilisation large. On peut s'interroger sur l'essence de ce débat, saisissons cet espace d'expression tout en restant lucides : le traitement informatique des synthèses est un danger. La motivation est liée à des questions de société, à la place de l'enfant. Offrir des conditions de travail décentes, des effectifs plus légers, octroyer des moyens supplémentaires. L'acquisition de connaissances doit mener à un emploi : Comment valoriser le goût du travail si la société amène précarité, chômage et salaires bas. Il y a des menaces de fermetures de classes partout : il faut sortir de cette logique arithmétique.

Hors ZEP, les effectifs sont élevés. A moins de 10, cependant il n'y a pas émulation et échanges entre enfants. Les projets et les ateliers de lecture seront impossibles après fermeture, les effectifs augmentant.

Quel avenir pour les enfants de famille en situation précaire : Le nombre d'élèves n'est pas le problème. Aujourd'hui, il y a souvent trop de précarité. L'école devrait permettre de s'assurer un salaire décent.

Comment motiver si toute la famille n'a pas de travail ?

Le rôle de l'école n'est pas seulement d'apporter les apprentissages fondamentaux ou de former à un métier. Est-ce le rôle de l'école de former à un métier ? Son rôle c'est certes les fondamentaux mais aussi la

réflexion, les mécanismes de l'éveil, la curiosité. Quels moyens sont mis en œuvre pour les élèves qui sont en échec depuis le début de l'école primaire ?

Le point central c'est l'enfant : Est-ce à l'enfant de s'adapter, entrer dans le moule ? Chaque enfant est particulier.

Pouvoir allonger ou réduire la durée des cycles de l'école élémentaire : Aujourd'hui, il semble qu'il n'y ait plus de redoublement. On envoie tous les enfants au collège alors que certains auront besoin d'un an ou deux de plus. L'école élémentaire doit durer entre 3 et 7 ans. Chaque enfant est différent : les cycles peuvent être allongés ou réduits.

De véritables moyens pour une nouvelle politique éducative. Ce débat, cette rencontre avec les parents peut-être positif. Mais est-ce que l'état va dans notre sens ? Nous avons les réels moyens d'une politique éducative. Quelle politique éducative ? Quels moyens ? quelles formations ? C'est du vent. Les formations continues sont lamentables et insuffisantes par manque de moyens. Notre formation initiale est insuffisante, alors que nous devons être polyvalents. Les stages ne sont pas remplacés. Que fait le gouvernement pour ces 15% d'élèves en difficulté ? Quels moyens met-il en œuvre ?

Gratuité, Laïcité, Egalité, Formation, Maternelle. Nous voulons une école gratuite et laïque pour tous. Une véritable égalité dans chaque ville et dans la ville en donnant plus à ceux qui ont moins. Assez de personnel non formé. Des personnels spécialisés. Alors que 4000 postes de directeurs sont non pourvus. Pour dédoubler on utilise des enseignants de maternelle. Que deviendra-t-elle ? L'importance de l'aide à la différenciation en PS est soulignée.

L'alternance, l'apprentissage, c'est le MEDEF qui risque de mettre la main sur l'école

Reconnaitre notre travail : Au quotidien, on agit, on se démerde bien, on pallie, mais on nous tape dessus.

Pas d'encouragement. Notre conscience, notre inventivité, nos motivations à force de donner s'essouffent.

Manipulation du gouvernement. Le malaise est certain. Le fonds de ce débat est intéressant. Mais attention à la forme et à l'idéologie derrière ce débat : salaire au mérite, la maternelle, ... On se fait manipuler.

Des ouvertures de classes, des effectifs réduits. On parle de politique, de salaire, mais on est là pour parler des enfants. Le niveau des classes est bas, mais ils sont 28 par classe. L'enseignant s'occupe de tous, mais si les élèves ne comprennent pas, ils ne sont pas motivés. Arrêtons de fermer les classes, les classes à effectifs réduits pour prendre en charge les élèves en difficulté mais aussi les élèves en réussite sont souhaitables.

Des structures municipales ? Si l'éducation nationale et l'état ne peuvent faire face, est-ce que les villes peuvent aider en mettant en place des structures externes à l'école, en particulier après la classe ?

Des maintiens décidés par les professionnels seulement. Les difficultés se repèrent dès le CP pas en CM2.

Si un enfant ne sait pas lire cela pose des difficultés à tous. Ce sont les professionnels qui doivent décider d'un maintien et non pas les parents. Les acquis doivent être installés. Les parents peuvent aider à la maison, mais pas tous, le fossé se creuse.

Surcharge de travail pour les élèves est-ce efficace ? Des heures supplémentaires pour les élèves en difficulté ne peuvent pas les aider. Travailler en plus ne les motivera pas. Les devoirs écrits sont interdits depuis longtemps. Les redoublements sont inutiles.

Soutien et aide après l'école. Ces enfants ont besoin d'avoir confiance. Si toute la journée, ils ne comprennent pas, l'enseignant ne peut pas tout faire à 28 par classe. Ils doivent être aidés après l'école.

L'école ouverte pendant les vacances pour les élèves en difficulté peut être une solution.

Une véritable volonté de l'Etat. Des méthodes pour apprendre. Le gouvernement a déjà tout préparé, la loi d'orientation est déjà pensée. On débat de choses déjà réglées :

Effectifs réduits: l'état ne veut pas faire le pas

Niveau scolaire : les enseignants ne sont pas suffisamment formés

les élèves fatiguent d'où leurs démotivations

L'élève sera-t-il encore efficace, aura-t-il les capacités de suivre s'il a encore du travail après la classe. Si redoubler c'est refaire la même chose et être séparé des camarades de classe c'est inutile. Quelle formation pour les parents ? Les enfants n'ont pas besoin de devoir mais de méthodes pour apprendre.

Moyens (humain, formation, temps) insuffisants pour l'aide aux enfants en difficulté. Les moyens sont inexistantes : équipes du RASED incomplètes et insuffisantes, suppression de postes. C'est un problème politique. Devons nous aller frapper à la porte des mairies ? Il existe des choses après l'école, c'est l'aide périscolaire. C'est à la maternelle qu'on doit débusquer les difficultés. La prise en charge ne se fait qu'en grande section. On intervient toujours trop tard par manque de moyens. C'est du rafistolage : personnel, formation, moyens. En ce qui concerne la motivation des enseignants, on ne nous laisse pas le temps de mettre les cycles en place. On nous met des bâtons dans les roues. Pour l'intégration des handicapés, il n'y a aucun accompagnement de la classe, mais seulement des formulaires, de la paperasserie. La suppression des médecins scolaires est inacceptable.

Et la réduction du temps de travail ? Une réduction du temps de travail pour les enseignants, les 35 heures ont-elles été appliquées ?

Les partenaires de l'école, l'AEPS. La municipalité reçoit des enfants deux fois par semaine après l'école. Ce sont des enfants signalés par les enseignants. Les élèves sont motivés s'ils sont respectés. Apprendre c'est formidable. C'est un système de valeurs à rétablir, la misère n'est pas que financière. Rendre confiance aux enfants de manière individuelle. Chaque misère est différente.

Pour donner sa chance à chacun, les collèges font-ils tous l'opération école ouverte ? Les heures de soutiens sont-elles mises en œuvre ? Y a-t-il suffisamment d'heures supplémentaires pour cela ?

Trop d'heures, trop de devoirs ? Quelles aides à la maison ? Quand nous, adultes rentrons du travail, nous faisons tout pour éviter d'y penser ou en avoir en plus, pourquoi est-ce différent pour nos enfants ? Revaloriser le travail à la maison comme étant un moyen pour les parents de montrer l'intérêt qu'ils portent à la scolarité de leur enfant. Les liaisons école famille sont essentielles. Les parents portent un grand intérêt pour ce qui est fait à l'école. Cela doit être impulsé par les écoles.

Un statut du parent d'élève. Il devrait avoir un réel statut du parent d'élève comme le prévoyait la loi d'orientation de 89, à mettre en œuvre en particulier au primaire. Ce qui permettra de motiver son enfant parce qu'on s'intéresse à ce qu'il fait. Les parents doivent être invités dans les classes.

Des enseignants qui décident. Les décisions appartiennent aux enseignants. Les parents demandent de l'aide et comment faire pour aider leur enfant.

Des enseignants supplémentaires dans les écoles. Il est aisé de culpabiliser tous les acteurs. Les facteurs sont multiples : logements, précarité financière, transports, fatigue, ... On n'a perçu que très peu d'augmentation des moyens. Peu d'élève par classe, environ 20. Des ateliers avec quelques enseignants supplémentaires.

Reconnaître et rémunérer le travail des enseignants. Les qualifications demandées aux enseignants doivent être considérées, reconnues donc rémunérées à leur juste valeur. La charge de l'Etat ne doit pas être transférée aux collectivités territoriales, par exemple les TICE.

Les instituteurs remplaçants. Les BFC, ZIL, BV ont des indemnités qui tendent à disparaître, les enseignants plus anciens ne prendront plus ces postes et ce seront donc des débutants voire même des suppléants recrutés sans le concours qui les prendront.

Rester vigilant pour la maternelle. Les moyens pour la maternelle seront-ils toujours là ? L'école maternelle n'est pas reconnue à sa juste valeur, elle n'est pas obligatoire. On en connaît les effets bénéfiques dans nos quartiers. C'est une exception européenne à conserver. Le système de garderie jusqu'à 5 ou 6 ans semble dangereux. Même pour les remplacements la maternelle est la dernière servie. On sent qu'elle n'est pas une priorité. Il n'y a pas de prise en charge par le RASED avant la GS.

Responsabilité du gouvernement pour notre école laïque pour tous. Le gouvernement n'est-il pas responsable du fossé qui se creuse entre les parents et les enseignants. Ce qui nous aidera nous et nos enfants, c'est que le gouvernement tiennent réellement compte de ce que nous disons.

Une discrimination positive. Plus de moyens pour les ZEP. La classification ZEP doit être claire. L'évolution des quartiers, la précarisation n'a pas été prise en compte. Des fermetures sont annoncées et cela menace les projets des écoles. Rien n'est mis en place au cycle 3 par les RASED. Cette paupérisation des quartiers n'est pas prise en compte. Donc des antennes de réseau supplémentaires, un maître en plus pour travailler le langage et différencier.

L'énergie dépensée démotive. Si on travaille à 30 ou 33 dans les zones rurales, ou dans les écoles non ZEP.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

- 1.** Tendre vers une relation école - famille positive pour en faire un moteur essentiel de la motivation de l'élève / enfant et pour que chacun se libère d'un sentiment de culpabilité face à l'échec scolaire.
- 2.** Reconnaître les difficultés de l'école, des familles, des élèves liées à une société en mutation anxiogène (précarité, chômage, pauvreté, ...) en mettant à disposition des ressources humaines (personnel, formation, ...) et financières adaptées pour préserver l'égalité des chances.
- 3.** L'école publique laïque et obligatoire est de la responsabilité du gouvernement et de l'Etat qui doivent, en conséquence, en assumer les objectifs et les moyens nécessaires.